



Relations Russie-Union européenne : une **CRISE** qui s'enracine



Par **Isabelle Facon**
Maître de recherche à la Fondation
pour la recherche stratégique

Le positionnement de la Russie sur l'Union est paradoxal – mais peu ouvert. L'UE est très présente dans le discours russe (officiels comme experts) avançant que le leadership international des Occidentaux est condamné à l'érosion et que les sociétés occidentales sont soumises à une crise morale. Toutefois, dans l'esprit des Russes, la « multicrise » que celle-ci traverse ne la rend pas pour autant inoffensive

Depuis le début du conflit en Ukraine, l'Union européenne (UE) a reconduit à plusieurs reprises ses sanctions contre la Russie, soulignant ainsi la gravité des transgressions de Moscou dans le conflit ukrainien ; elle s'est dotée d'outils de lutte contre la désinformation russe et a suspendu la pratique des sommets bi-annuels avec Moscou. La Russie parle quant à elle de l'UE comme d'un acteur en crise, et consacre beaucoup d'énergie intellectuelle et diplomatique à son nouveau projet de « grand partenariat eurasiatique », qui associe différentes dynamiques et organisations vis-à-vis desquelles l'Union européenne semble assez périphérique, du moins dans la manière dont les Russes le présentent. Des experts européens craignent que l'esprit de confrontation entre les deux acteurs, en s'enracinant dans le temps long, ne finisse par s'institutionnaliser, tandis que des politologues russes constatent que « l'antagonisme entre l'UE et la Russie est devenue la nouvelle norme »¹.

Le regard paradoxal de la Russie sur l'UE

La tension est d'autant plus forte que les perceptions mutuelles n'ont pas attendu la crise ukrainienne pour se durcir. Tandis que Bruxelles et beaucoup de capitales européennes déploraient le recul de la démocratie et des libertés fondamentales en Russie, cette dernière optait dès le milieu des années 2000 pour une lecture largement plus sceptique des possibles bénéfices de l'interaction avec l'UE. Dès cette période, Moscou est persuadée que l'adhésion de certains pays d'Europe centrale, tels la Pologne et les États baltes, ne peut qu'influencer, dans un sens défavorable à ses intérêts, la « politique russe » de l'UE. Par ailleurs, la forte dimension normative de l'action extérieure de l'UE devient toujours moins acceptable vue d'une Russie dont le discours officiel,

sous V. Poutine, martèle les notions d'« indépendance », de « souveraineté », de « non-ingérence »...

Enfin, surtout ?, le Kremlin considère que l'UE, contrairement aux attentes qui furent les siennes au début du XXI^e siècle, n'a pas été capable d'acquérir une réelle consistance stratégique – en clair, qu'elle ne s'est pas suffisamment autonomisée par rapport à l'Otan et aux États-Unis, ce que les Russes expliquent à la fois par le tropisme atlantiste des pays récemment entrés dans l'Union mais aussi par une tendance plus marquée de l'Allemagne et de la France à s'aligner sur Washington. Ainsi, l'éloignement entre la Russie et l'UE était avéré quand le conflit en Ukraine est survenu. Ce conflit, dont le point de départ a été la décision de l'ancien président ukrainien Ianoukovitch de ne pas signer l'accord d'association avec l'UE, apparaît d'ailleurs partiellement comme le produit plus ou moins direct de la mésentente enracinée entre Bruxelles et Moscou. Aujourd'hui, le positionnement de la Russie sur l'Union est paradoxal – mais peu ouvert. D'un côté, l'UE est très présente dans le discours russe (officiels comme experts) avançant que le *leadership* international des Occidentaux est condamné à l'érosion et que les sociétés occidentales sont soumises à une crise morale. Sont évoqués, entre autres symptômes, la crise grecque, le Brexit, la crise des migrants, la montée des populismes (dont V. Tchijov, représentant permanent de la Russie près l'UE, considère que les Européens auraient tort de croire que l'élection d'E. Macron y a mis fin²)... Des politologues aux vues assez représentatives de celles en vigueur au Kremlin parlent volontiers de la crise systémique dans laquelle son élargissement

1 - L. Kulesa, I. Timofeev, J. Dobbs (ed.), *Damage Assessment: EU-Russia Relations in Crisis, European Leadership Network*, juin 2017, p. 67 ; A. Kuznetsova, « Greater Eurasia: Perceptions from Russia, the European Union, and China », *russiancouncil.ru*, 1^{er} septembre 2017.

2 - Interview, Tass, 27 octobre 2017.



Regards sur 2017

et l'élévation du niveau de ses ambitions globales auraient plongé l'UE³.

Toutefois, dans l'esprit des Russes, la « multicrise » (pour reprendre les termes de V. Tchijov) que celle-ci traverse ne la rend pas pour autant inoffensive. En effet, dans sa perspective, l'Union a répondu au sentiment de vulnérabilité qui découle de cette crise par un alignement plus poussé sur la politique américaine, contrariant le souhait récurrent et omniprésent du Kremlin de voir l'empreinte des États-Unis et de l'Otan dans l'espace politique et de sécurité européen se réduire. La politique de l'UE et de ses membres sur le dossier ukrainien est souvent présentée, dans le débat russe, comme une parfaite illustration de cette tendance – qu'il s'agisse des modalités du Partenariat oriental, de la passivité européenne face au rejet, en moins de vingt-quatre heures, de l'accord négocié entre le président Ianoukovitch et l'opposition par les ministres des Affaires étrangères de trois pays membres (Allemagne, France, Pologne), ou des sanctions.

Ainsi, la doctrine de politique étrangère russe actualisée fin 2016 dénonce « l'expansion géopolitique » de l'Otan et de l'UE, également accusées d'avoir mené une « ligne d'endiguement de la Russie ». La réponse de Moscou à cette stratégie perçue des Européens prend différentes formes – du jeu classique sur les divisions entre les États membres, notamment dans le contexte du débat sur la prolongation des sanctions, au développement de liens avec des partis ou des personnalités politiques défendant des positions anti-UE (et, souvent, enclins à rouvrir le jeu avec la Russie⁴). S'il conviendrait de mesurer finement leur influence et leur impact réels, les médias russes en langues étrangères – Spoutnik, Russia Today – sont aussi appelés à jouer un rôle en mobilisant des thèmes que ces mêmes partis (mais aussi d'autres formations politiques plus ancrées dans l'establishment politique classique) véhiculent et qui sont des enjeux politiques ou sociaux sensibles, controversés dans les sociétés européennes.

Les populations à l'unisson ?

L'étude des sondages d'opinion suggère que la distance s'installe aussi au niveau des populations. Faisant écho aux résultats

des enquêtes du *Pew Research Center*, qui montrent que l'image de la Russie dans le monde est globalement dégradée mais de manière particulièrement prononcée en Europe⁵, les sondages de l'institut russe Levada montrent que si en septembre 2013 (juste avant l'éclatement de la crise en Ukraine), 56 % des Russes exprimaient un avis favorable sur l'UE contre 29 % un avis défavorable, en août 2017 ils n'étaient plus que 38 % à déclarer une opinion positive sur l'Union, tandis que 48 % formulaient une opinion négative⁶. Le fossé s'avère encore plus impressionnant si l'on regarde les taux de 2003, quand 72 % des personnes interrogées se positionnaient favorablement sur l'UE. Par ailleurs, on constate qu'après le conflit en Ukraine, une majorité de Russes (59 % en septembre 2015) sont « en désaccord » ou « plutôt en désaccord » avec l'affirmation suivante : « La Russie est un pays européen ». Comme s'ils avaient intégré un certain discours officiel sur le positionnement de leur pays comme puissance eurasiatique, s'investissant pleinement dans le nouveau projet de « grand partenariat eurasiatique » promu par V. Poutine et se devant de rééquilibrer ses relations politiques et économiques extérieures vers l'Asie tout en confortant son repositionnement au Moyen-Orient.

Quelles perspectives ?

Si les échanges commerciaux ont reculé, les liens économiques entre l'UE et la Russie demeurent denses ; l'UE reste principal partenaire commercial et premier investisseur en Russie. Mais sur le plan politique et stratégique, les rapports sont sévèrement et durablement endommagés. Certes, au Kremlin, on observe probablement avec attention l'évolution de l'engagement américain en Europe sous Trump – engagement qui peut paraître plus incertain ; ou encore les signes d'ouverture du président Macron à l'égard de Moscou. Cependant, les espoirs de la Russie quant à ces tendances ne sont probablement pas excessifs ; d'ailleurs, nombreux sont les Russes qui considèrent que leur pays doit apprendre à vivre sous sanctions occidentales...

Dans ce contexte, les postures récentes de la Russie sont difficiles à interpréter. Quand la Russie évoque le grand partenariat

eurasiatique devant connecter l'Union économique eurasiatique, les Routes de la soie chinoises, l'Organisation de coopération de Shanghai, l'Asean, et à terme l'Union européenne, quel est le cœur de son message politique ? S'agit-il d'une communication revancharde à l'égard des Européens, invités à constater que les grandes dynamiques internationales ne viennent plus d'eux ? D'un appel à l'ouverture, suggérant que face à certaines de ces dynamiques, ni l'UE ni la Russie ne sont en position de force et devraient par conséquent étudier l'hypothèse d'un rapprochement ? Sans doute un peu des deux. Mais une chose est sûre : l'UE ne verra pas la Russie se placer en position de demandeur prêt au compromis et à l'alignement parce qu'elle se sentirait vulnérable dans l'ordre international en recomposition (ce qui est le cas). Pour Moscou, la balle est dans le camp des Européens. ■

3 - Club Valdai, *Rossia i Evropeiskii Soyouz : tri voprosa o novykh printsipakh otnochenii* [La Russie et l'Union européenne : trois questions sur les nouveaux principes des relations], 2016.

4 - On se souviendra, à cet égard, de la visite emblématique de Marine Le Pen à Moscou, en pleine campagne présidentielle (mars 2017).

5 - Margaret Vice, « Publics Worldwide Unfavorable Toward Putin, Russia », www.pewglobal.org, 16 août 2017.

6 - Le pic de désaffection est atteint en septembre 2014 : 19 % d'opinions favorables, 68 % d'avis défavorables.